

L'exécutif régional remet en cause le Grand Paris Express

Communiqué de presse /

jeudi, 8 décembre 2016

Mercredi 7 décembre, en conseil d'administration du Syndicat des Transports d'Île-de-France (STIF), la majorité régionale menée par Valérie Pécresse a présenté et fait voter un vœu remettant en cause le projet de la ligne 15 Est et par là même de celui Grand Paris Express.

"En demandant au Préfet de retarder la déclaration d'utilité publique de la ligne 15 Est pour réétudier une desserte par celle-ci du centre-ville de Drancy, Madame Pécresse contribue à retarder d'a minima deux ans un projet crucial pour l'ensemble de la Région Île-de-France.

Cette desserte a en effet déjà été étudiée à la demande du STIF par la Société du Grand Paris. Mais il a été décidé de ne pas y donner suite car elle entraînait un rallongement du temps de parcours se traduisant par une baisse d'attractivité et donc de la fréquentation. C'est l'ensemble de la ligne et de ses futurs usagers qui étaient pénalisés avant même sa mise en service.

Par ailleurs, si la commission d'enquête à l'issue de l'enquête publique a rappelé la nécessité d'une desserte en mode lourd du centre ville de Drancy, elle n'a pas acté que ce devait se faire via la 15 Est.

Or, il existe des solutions permettant de répondre à cette demande légitime via les prolongements de lignes de métro comme la ligne 5 ou la ligne 7, qui, elles, ne pénaliseraient personne.

Si ce vœu venait à aboutir ce serait une catastrophe pour le projet tant attendu de Grand Paris Express et une très mauvaise nouvelle pour l'ensemble des Franciliens. C'est pourquoi avec mes collègues de l'opposition régionale nous avons décidé de voter contre."

Corinne Valls, Vice-présidente chargée des mobilités et du développement du territoire
